

Monsieur le Président,

Depuis plusieurs années, FO-DGFIP dénonce un processus de réorganisation de l'Etat qui s'inscrit dans une politique dogmatique de suppressions d'emplois, préjudiciable aux conditions de travail et au bon exercice de nos missions.

FO-DGFIP n'accepte pas les 2.543 suppressions d'emplois programmées pour 2011 (2569 l'an passé). Le Projet de Loi de Finances 2011 traduit la poursuite de cette logique destructrice et n'épargne aucun département. 21 suppressions pour le Vaucluse. Et que dire des transformations d'emplois qui vont engendrer la suppression de 36 postes de catégorie C. 1532 emplois de catégorie C supprimés au niveau national, soit plus de 60 % du total des suppressions.

FO DGFIP conteste l'approche gouvernementale visant à faire de la fusion le réservoir à suppressions d'emplois du budget de l'Etat au nom de gains de productivité qui sont loin de se traduire sur le terrain.

Cette politique du « faire plus avec moins de moyens » ne résiste pas à la réalité de l'exercice des missions. Elle déstabilise lourdement notre administration financière, conduit à une dégradation continue des conditions de travail, et va à l'encontre de la démarche affichée de mettre l'usager au cœur de la réforme.

Les services sont exsangues, désorganisés. Ils assurent de plus en plus difficilement leurs missions. Le point de rupture est proche, très proche !

Ces bouleversements sans précédent, ces destructions à marche forcée, brisent tous les repères historiques de la manière de servir des fonctionnaires que nous sommes, fortement attachés à la qualité et l'efficacité des services rendus à la population.

Les agents vous signifient qu'ils sont à bout. Tout est organisé pour nous empêcher de mener à bien les missions de service public pour lesquelles nous avons été recrutés !

Nous sommes arrivés à un stade où ces suppressions d'emploi dégradent de façon insupportable et intolérable, tant nos conditions de travail que le service rendu aux particuliers et aux collectivités locales.

Notre syndicat national, tout en condamnant fortement la politique de réduction des emplois, a relevé une baisse continue des éléments d'information sur la pseudo logique, présidant aux suppressions d'emplois. Les Directeurs sont-ils à cours d'arguments plus forts ou crédibles ?

Afin d'illustrer le délabrement du dialogue social à la DGFIP, nous dénonçons le fait qu'une CAP locale soit convoquée l'après midi du jour même de ce CTP. Cela signifie bien que les discussions sont contingentées et doivent se tenir sur 4 ou 5 heures... Sur le sujet des emplois, l'âpreté des débats aurait pu nous porter bien plus avant dans la journée !

Pour marquer notre refus de cette politique et protester contre ces nouvelles suppressions d'emplois, nous ne participerons pas au CTP de ce jour.